

Compte rendu des débats à l'Assemblée de la République (Lisbonne, 12 juin 1985)

Source: Imagens do processo de adesão de Portugal à Comunidade Europeia- Lisboa: RTP [Prod.], 1986. Radiotelevisão Portuguesa, Serviço público de televisão SA, Lisboa. - VIDEO (00:02:11, Couleur, Son original).

Arquivo RTP, Rua General Humberto Delgado 12-2 Prior Velho, 2685-340 Sacavém.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/compte_rendu_des_debats_a_l_assemblee_de_la_republique_lisbonne_12_juin_1985-fr-4ad4633e-2a1f-4ff3-aea4-b02365a307c6.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Compte rendu des débats à l'Assemblée de la République (Lisbonne, 12 juin 1985)

[Carlos Fino] Ayant commencé par s'embrouiller quelque peu avec des questions apparemment formelles de simple règlement, l'Assemblée de la République a fini elle aussi par se concentrer sur ce qui a sans conteste constitué le grand thème d'aujourd'hui: la signature du traité d'adhésion aux Communautés européennes.

Tout a commencé avec la présentation d'un projet de résolution présenté conjointement par le PS et le PSD, en vue de prolonger – comme cela se produit d'ailleurs chaque année – la période normale de fonctionnement de l'Assemblée jusqu'au 15 juillet.

Le PCP a immédiatement introduit un recours, s'opposant au report du projet, et c'est à ce moment que le débat s'est enflammé, chaque partie assénant aux autres ses arguments pour défendre sa propre interprétation du règlement.

On est finalement arrivé au consensus selon lequel il serait plus approprié de présenter un projet de résolution, idée que le PCP s'est mis une fois de plus à contester en termes d'ailleurs très durs. «Provocateur, impudique, aberrant, abusif, inconstitutionnel», tels ont été quelques-uns des termes utilisés.

Le débat, jusque-là concentré sur le plan de la pure forme, a fini par éclater sur la véritable question de fond: le PCP a admis que ce qui le préoccupait était l'éventualité que l'Assemblée en vienne encore à ratifier l'accord d'adhésion à la CEE, exigeant pour cette raison la dissolution de l'Assemblée de la République.

Le PS et le PSD ont alors contesté cette idée en affirmant en substance que, même sans gouvernement, cette Assemblée conservait encore entièrement sa légitimité et que, du moins sur ce point, les deux partis étaient d'accord.

Un compte rendu que nous voulons ramener d'ailleurs à l'essentiel de ce qu'a constitué le débat d'aujourd'hui, ici à l'Assemblée.

[João Amaral] La question qui se pose en ce moment pour défendre l'intérêt national est précisément que cela ne soit pas cette Assemblée, que cela ne soit pas vous Messieurs qui soyez amenés à discuter de ce traité.

[Jorge Lacão] Nous avons ici 90 députés qui représentent une partie du pays et cette question est essentielle. Le PS a bien plus de légitimité que vous pour interpréter le sens de l'intérêt national.

[Cardoso Ferreira] Il ressort clairement des propos de monsieur le député João Amaral que ce qui est en cause est, de fait, l'évitement de la grande défaite qui se profile pour le Parti communiste avec l'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne. Telle est la question de fond.